

(N° 225.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1923.

Projet de loi

relatif au commerce usuraire des denrées et marchandises de première nécessité

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'arrêté-loi du 5 novembre 1918 concernant l'alimentation de la population civile permettait au Roi de prendre pendant la durée de la guerre toutes mesures généralement quelconques destinées à assurer ou à faciliter l'alimentation des populations. La loi du 11 octobre 1919 prorogeant cet arrêté-loi, portait en son article 1 que ses dispositions sont interprétées en ce sens qu'elles visent le ravitaillement des populations en toutes denrées et marchandises de première nécessité. En outre, l'article 2 de la même loi réprimait la vente à un prix usuraire des dites denrées et marchandises.

La législation établie par ces dispositions fut prorogée et modifiée par les lois des 16 août 1920, 10 juillet et 31 décembre 1921, et, en dernier lieu jusqu'au 1^{er} mars 1923, par la loi du 22 juin 1922.

Elle a donc actuellement cessé d'exister.

Le Gouvernement estime qu'il y a lieu d'en faire revivre les dispositions qui ont pour objet de réprimer et de prévenir la vente à un prix usuraire des denrées et marchandises de première nécessité. La Belgique a pour obligation de lutter avec énergie et persévérance sur le terrain économique pour reconquérir les marchés étrangers ; la vente à des prix usuraires va directement à l'encontre de cette nécessité par la répercussion qu'elle a sur le coût de la vie. Elle ébranle la confiance dans la chose publique et peut créer une panique dont les répercussions seraient funestes. Elle est contraire, en même temps, à la morale et au sens social de la vie.

Appliquée avec la modération et l'équité qui caractérisent l'action de notre magistrature, l'interdiction de la vente à un prix usuraire ne peut être une entrave pour le commerce honnête. Pourraient seuls s'en plaindre quelques spéculateurs peu dignes d'intérêt.

Il est exact de dire avec un éminent magistrat que la répression de la vente à un prix usuraire rencontre des difficultés qui n'existent pas dans le système où l'on fixe les prix maxima des denrées et marchandises et où l'infraction est constituée par le seul fait de vendre à un prix dépassant celui qui a été fixé. Ce système a été abandonné par la loi du 31 décembre 1921 ; il avait déjà perdu en majeure partie son efficacité depuis la loi du 10 juillet 1921 portant qu'il n'y aurait lieu à aucune condamnation si le prévenu prouvait qu'il se trouvait dans l'impossibilité d'exploiter normalement son commerce en respectant les prix maxima.

Le Gouvernement ne croit pas qu'il soit opportun d'en revenir à ce régime dont l'efficacité est d'ailleurs tout au moins incertaine.

L'acheteur comme le vendeur s'évertuent à éluder le prix fixé. Tantôt des transactions occultes se font sans tenir compte de la réglementation ; tantôt la marchandise taxée disparaît subitement pour réapparaître le jour où les chiffres officiels se sont élevés. Au surplus, les prix maxima doivent nécessairement être établis dans des conditions qui ne lésent l'intérêt d'aucun producteur ou commerçant ; il en résulte, dans bien des cas, que les prix fixés favorisent ces derniers au détriment du consommateur. Il est d'ailleurs impossible de suivre les prix du commerce dans leurs perpétuelles et capricieuses fluctuations.

Comme l'article 2 de la loi du 11 octobre 1919 qui réprimait la vente à un prix usuraire des denrées et marchandises de première nécessité, l'article premier du projet qui vous est soumis laisse aux cours et tribunaux le soin de qualifier souverainement le caractère usuraire des prix. Mais il a paru nécessaire de modifier la formule employée à cet égard par la loi du 11 octobre 1919 ; il est à craindre, en effet, qu'en mentionnant dans le texte, comme le faisait cette loi, l'obligation pour le juge de tenir compte, non seulement de tous frais de production, de fabrication, de mise en œuvre et de transport, mais aussi du prix d'achat pour la revente, on aboutisse à cette conséquence qu'il ne peut y avoir vente à un prix usuraire lorsque la différence entre le prix d'achat et le prix de vente n'est pas excessive.

Il va de soi que le juge, en qualifiant le caractère usuraire du prix, sera amené à s'enquérir du prix auquel le vendeur a acheté la matière première qu'il a transformée ou qu'il s'est borné à revendre. Mais il importe d'empêcher que celui qui, par des surenchères excessives ou tous agissements volontaires, aurait produit directement ou indirectement la hausse du prix d'une marchandise, soit admis à invoquer le prix auquel il l'a achetée pour justifier le prix auquel il la revend, à la seule condition qu'il n'ait pas recueilli à la revente un profit excessif.

Le Gouvernement estime qu'il ne suffit pas d'interdire le commerce usuraire. Il faut encore que des mesures spéciales puissent être prises pour le prévenir et pour permettre à l'autorité de rechercher et d'établir, le cas échéant, si l'interdiction a été violée. L'article 2 du projet répond à cette nécessité. Il donne au Roi le pouvoir de prendre notamment des dispositions analogues à celles qu'il avait déjà établies, sous la législation antérieure, par son arrêté du 4 mai 1920 concernant l'affichage des prix et la tenue de livres par les négociants et les industriels.

Les peines établies par le projet sont moins sévères que celles prévues par la législation antérieure en cette matière.

Il a paru inutile d'indiquer dans le texte du projet que les amendes prononcées en vertu de ces dispositions doivent être majorées conformément à la loi du 24 juillet 1921. Dans la pensée du Gouvernement, l'application de cette disposition est de droit même pour les amendes établies postérieurement, eu égard à son caractère général, et cette application se justifie d'autant plus ici que le projet est dans sa majeure partie la reproduction de dispositions entrées en vigueur antérieurement à la loi du 24 juillet 1921 et régies dès lors sans contestation possible par celle-ci.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.



(4)

(N^o 225.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1922.

Wetsontwerp

betrekkelijk de woekerhandel van eetwaren en koopwaren van eerste noodwendigheid.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsbesluit dd. 3 November 1918, betreffende de voeding van de burgerlijke bevolking, liet den Koning toe, gedurende den tijd van den oorlog, al de maatregelen te nemen bestemd om de voeding van de bevolking te verzekeren of te vergemakkelijken. Overeenkomstig artikel één der wet dd. 11 October 1919, waarbij dit wetsbesluit werd verlengd, worden de bepalingen dier wet dusdanig opgevat, dat zij de bevoorrading der bevolking omtrent de allernoodzakelijkste levensmiddelen beoogen. Daarenboven luidens artikel 2 der zelfde wet, wordt de verkoop aan woekerprijs van die levensmiddelen beteugeld.

De door die bepalingen vastgestelde wetgeving werd verlengd en gewijzigd door de wetten dd. 16 Augustus 1920, 10 Juli en 31 December 1921, en de laatste, die van 22 Juni 1922, van kracht tot 1 Maart 1923.

Zij heeft dus thans opgehouden te bestaan.

De Regeering is van meening de bepalingen, die den verkoop tegen woekerprijzen van de allernoodzakelijkste levensmiddelen beteugelen en verhinderen, opnieuw te bekrachten. Op economisch oogpunt heeft België en plicht voortdurend met kracht te strijden ten einde de vreemde markten opnieuw voor zich te winnen; de verkoop tegen woekerprijzen strijdt rechtstreeks tegen bedoelde noodwendigheid door den terugslag die hij op den levensstandaard heeft. Hij ontredert het openbaar vertrouwen en kan een paniek met schadelijke gevolgen verwekken. Terzelfder tijd strijdt hij tegen de zedenleer en de maatschappelijke levensopvatting.

Het verbod van verkoop tegen woekerprijs hindert den eerlijken handelaar niet, wanneer dit wordt toegepast met de matigheid en de volslagen

billijkheid, die de hoofdtrekken zijn onzer magistratuur. Zouden er zich enkel kunnen over beklagen, sommige speculanten, die niet veel belangstelling waardig zijn.

Zooals een uitstekend magistraat zegde, het is waar dat het beteugelen van den verkoop tegen woekerprijs met moeilijkheden gepaard gaat, die men niet aantreft in het stelsel waarbij de allernoodzakelijkste levensmiddelen maximaprijzen worden bepaald en waar de inbreuk werd vastgesteld enkel door de daad van tegen een hooger loopenden prijs te verkoopen dan wel den bepaalden.

Door de wet dd. 31 December 1921 werd met dit stelsel afgebroken; het had reeds het meerendeel zijner kracht verloren sedert de wet van 10 Juli 1921 luidend dewelke geen enkele straf diende toegepast zoo de beschuldigde er kon laten van blijken dat hij, met die maximaprijzen te eerbiedigen, zich in de onmogelijkheid stelde zijn handel op normale wijze voort te zetten.

De Regeering is van meening dat het niet gepast is terug te keeren tot dit stelsel waaromtrent de goede uitwerking minstens onzeker is.

Kooper zoowel als verkoper trachten aan den vastgestelden prijs te ontsnappen. Soms worden geheime contracten afgesloten, zonder rekening te houden met de regeling; soms ook verdwijnt eensklaps de aan maximaprijzen gebonden koopwaar om opnieuw op de markt te verschijnen den dag, waarop de ambtelijke prijzen zijn gestegen. Overigens dienen de maximaprijzen noodzakelijker wijze vastgesteld onder voorwaarden, die het belang van geen enkel voortbrenger of handelaar schaden; daaruit volgt, in vele gevallen, dat de maximaprijzen laatstbedoelde bevoordeelen, den verbruiker evenwel benadeelen. Het is immers onmogelijk de handelsprijzen in hun steeds grillige schommelingen na te gaan.

Zooals artikel 2 der wet dd. 11 October 1919, die den verkoop tegen woekerprijzen van de aller noodzakelijkste levensmiddelen beteugelde, laat artikel één van het ontwerp, dat U wordt voorgelegd, alleen aan de gerechten de zorg over te bepalen welke prijzen woekerprijzen zijn. Maar de formule deswege door de wet van 11 October 1919 gebruikt bleek te dienen veranderd; met, zooals het die wet deed, in den tekst voor den rechter de verplichting in te lассchen, dat er voor den verkoop dient rekening gehouden, niet alleenlijk met al de productie-, fabricage-, verwerkings- en vervoerkosten, maar ook met den aankoopprijs, is het te vreezen, dat men tot de gevolgtrekking komt, dat er geen verkoop tegen woekerprijs bestaat wanneer het verschil tusschen den aankoop- en den verkoopprijs niet overdreven is.

Het spreekt van zelf dat de rechter, die aan den verkoop het woekerprijskarakter toeschrijft, inlichtingen dient in te winnen omtrent den aankoopprijs der grondstoffen die den verkoper heeft verwerkt of dewelke hij eenvoudig wederom heeft verkocht. Maar het is noodig dat deze die, door buitengewone opdrijvingen of alle andere vrijwillige handelingen rechtstreeks of onrechtstreeks de prijsverhooging van een waar zou hebben teweeg gebracht, er toe belet worde zich te steunen op den aankoopprijs om den verkoopprijs te rechtvaardigen, alleenlijk om reden, dat hij bij dien verkoop geen overdreven winsten heeft opgedaan.

De Regeering is van meening dat het niet voldoende is den woekerhandel te verbieden. Het is ook noodig dat bijzondere maatregelen kunnen worden getroffen om hem te verhinderen en om, desgevallend, aan de overheid toe te laten te onderzoeken en vast te stellen of het verbod werd overtreden. Aangaande die noodwendigheid werd bij artikel 2 van het ontwerp voorzien. Het verleent aan den Koning de macht, namelijk van maatregelen te treffen, zooals deze welke in de vorige wetgeving, door Zijn besluit dd. 4 Mei 1920 voor de handelaars en nijveraars werden vastgesteld betreffende de aanplakking van de prijzen en het houden van boeken.

De straffen in dit ontwerp vastgesteld zijn minder streng dan die betreffende de vorige wetgeving over die zaak.

Het scheen overbodig in den tekst van het ontwerp te vermelden, dat de boeten toegepast krachtens die bepalingen, overeenkomstig de wet dd. 24 Juli 1921, dienen verhoogd. De Regeering denkt dat die bepalingen van rechtswege dient toegepast zelfs voor de boeten nadien vastgesteld en zulks ten aanzien van het algemeen karakter van bedoelde bepaling, en die toepassing is des te meer gerechtvaardigd daar het ontwerp grootendeels de weergeving is van de bepalingen die van kracht waren vóór de wet dd. 24 Juli 1921 en van dan af, zonder mogelijke betwistingen, door deze wet worden beheerscht.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.
